

## MINISTÈRE DE LA COMMUNAUTÉ FRANÇAISE

F. 2004 — 4503

[2004/203347]

**9 JUILLET 2004. — Arrêté du Gouvernement de la Communauté française  
relatif aux dossiers pédagogiques des sections et unités de formation  
de l'enseignement de promotion sociale de régime 1**

Le Gouvernement de la Communauté française,

Vu l'article 20 de la loi spéciale du 8 août 1980 de réformes institutionnelles;

Vu le Décret du Conseil de la Communauté française du 16 avril 1991 organisant l'enseignement de promotion sociale, notamment l'article 1<sup>er</sup>, § 3, alinéa 2, 1<sup>o</sup> et les articles 136 et 137;

Vu l'avis de l'inspection des finances, donné le 9/4/2004;

Vu l'accord du Ministre du budget donné le 27 avril 2004;

Vu le protocole du 29 avril 2004 du Comité de secteur IX et du Comité des services publics provinciaux et locaux, section II, siégeant conjointement;

Vu l'avis 37.086/2 du Conseil d'Etat donné le 28 mai 2004 en application de l'article 84, § 1<sup>er</sup>, alinéa 1<sup>er</sup>, 1<sup>o</sup>, des lois sur le Conseil d'Etat coordonnées le 12 janvier 1973;

**Arrête :**

Article 1<sup>er</sup>. Le dossier pédagogique d'une unité de formation comporte, en vertu de l'article 17 du décret du Conseil de la Communauté française du 16 avril 1991 organisant l'enseignement de promotion sociale, les éléments suivants :

1<sup>o</sup> l'horaire minimum de l'unité de formation;

2<sup>o</sup> le contenu minimum de l'unité de formation;

3<sup>o</sup> les caractéristiques de l'unité de formation;

4<sup>o</sup> la part d'autonomie de l'horaire minimum de l'unité de formation.

**Art. 2.** § 1<sup>er</sup>. L'horaire minimum d'une unité de formation représente la somme des périodes consacrées :

1<sup>o</sup> à l'enseignement du contenu minimum, en ce compris, les opérations d'admission, d'évaluation des acquis et de sanction des études;

2<sup>o</sup> à la part d'autonomie.

Les périodes visées aux 1<sup>o</sup> et 2<sup>o</sup> sont dévolues aux professeurs et experts.

§ 2. La certification de l'unité de formation est basée uniquement sur l'horaire minimum.

**Art. 3.** Le contenu minimum d'une unité de formation représente le programme minimum exprimé en termes d'objectifs suffisamment détaillés ou de cahier des charges précis du ou des cours composant l'unité de formation.

Ce programme est établi de manière telle qu'en fin d'unité de formation, les élèves maîtrisent les capacités terminales de l'unité.

**Art. 4.** Le dossier pédagogique de l'unité de formation comporte les éléments suivants :

1<sup>o</sup> l'intitulé;

2<sup>o</sup> les finalités générales et particulières;

3<sup>o</sup> les capacités préalables requises;

4<sup>o</sup> l'intitulé du(des) cours ainsi que son(leur) classement en cours généraux, cours techniques, cours spéciaux, pratique professionnelle, cours techniques et de pratique professionnelle, cours de psychologie, pédagogie et méthodologie ainsi que le nombre de périodes qui sont attribuées à chacun d'eux.

L'intitulé du cours doit être tel qu'associé à sa classification, il soit possible de déterminer le coefficient applicable pour le calcul de l'ajustement des dotations de périodes;

5<sup>o</sup> le classement de l'unité, selon le cas :

- en unité de transition ou de qualification dans l'enseignement secondaire;

- suivant le degré de l'enseignement secondaire;

- suivant la catégorie de l'enseignement supérieur, sur avis conforme du conseil supérieur de l'enseignement de promotion sociale préalable à l'introduction du dossier pour approbation, selon le cas, par le Gouvernement de la Communauté française ou par l'administration de l'enseignement de promotion sociale.

Le conseil supérieur rend son avis dans un délai de 10 jours calendrier à compter du jour de la demande d'avis transmise par le secrétariat permanent de la commission de concertation.

6<sup>o</sup> les éventuelles recommandations pédagogiques ou de sécurité relatives à la constitution des groupes;

7<sup>o</sup> les capacités terminales;

8<sup>o</sup> chargé(s) de cours : professeur(s) et/ou expert(s).

Lorsqu'il s'agit d'un expert, il est nécessaire d'en préciser le profil.

Lorsqu'il est prévu de recruter un professeur ou un expert, il est recommandé que le professeur qui serait recruté corresponde au profil tel que défini au dossier pédagogique;

9° lorsqu'il s'agit d'une unité de formation "épreuve intégrée", s'il échet, le délai maximum entre la délivrance des attestations et leur prise en compte pour la participation à l'épreuve intégrée est mentionné;

10° lorsque l'unité de formation comporte des activités d'enseignement visées à l'article 2, 4°, d, de l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 20 juillet 1993 portant règlement général des études de l'enseignement supérieur de promotion sociale de type court et de régime 1, le nombre de périodes de ces activités entrant en ligne de compte pour la délivrance des titres est précisé.

**Art. 5, § 1<sup>er</sup>.** La part d'autonomie de l'horaire minimum de l'unité de formation représente le nombre de périodes que l'établissement utilise, s'il échet à son choix, notamment pour :

- 1° rencontrer des approches ou des besoins spécifiques;
- 2° adapter temporairement l'unité de formation aux évolutions immédiates;
- 3° contribuer à couvrir le contenu minimum de l'unité de formation.

§ 2. Les unités de formation "épreuve intégrée", visées dans l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 20 juillet 1993 portant règlement général des études de l'enseignement secondaire de promotion sociale de régime 1 ou de l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 20 juillet 1993 portant règlement général des études de l'enseignement supérieur de promotion sociale de type court et de régime 1, ne comportent pas de part d'autonomie.

Aucun test d'admission n'est prévu à l'entrée de ces unités de formation.

§ 3. Les unités de formation consacrées aux stages ne comportent pas de part d'autonomie.

**Art. 6.** Les finalités et les objectifs des unités de formation sont exprimés en termes de capacités.

Les capacités sont exprimées, suivant le cas, en termes de savoirs, de savoir-faire et/ou de savoir-être comportementaux.

Après fixation des capacités préalables requises, possibilité est donnée de préciser certains titres d'études qui peuvent en tenir lieu.

S'il échet, des finalités particulières et les capacités préalables requises peuvent se limiter à la référence à des exigences administratives ou réglementaires.

**Art. 7.** Le dossier pédagogique d'une unité de formation est présenté sous la forme d'un document *8bis* ou *8bis-stage/épreuve intégrée/alternance/orientation-guidance/activités professionnelles d'apprentissage* ou de formation/expertise pédagogique et technique.

**Art. 8.** Le dossier pédagogique d'une section comporte les éléments suivants :

- 1° l'intitulé;
- 2° les finalités générales et particulières;
- 3° l'énumération des unités de formation constitutives de la section;
- 4° l'énumération des unités déterminantes visées à l'article 2, 11° des arrêtés du Gouvernement de la Communauté française du 20 juillet 1993 précités;
- 5° le titre délivré à l'issue de la section. S'il échet, ce titre vise un ou plusieurs profil(s) professionnel(s).
- 6° les recommandations en matière de modalités de capitalisation des attestations de réussite des différentes unités de formation constitutives de la section et les liaisons entre elles;
- 7° le classement de la section, selon le cas :
  - suivant le degré de l'enseignement secondaire;
  - suivant la catégorie de l'enseignement supérieur, sur avis conforme du conseil supérieur de l'enseignement de promotion sociale préalable à l'introduction du dossier pour approbation, selon le cas, par le Gouvernement de la Communauté française ou par l'administration de l'enseignement de promotion sociale.

Le conseil supérieur rend son avis dans un délai de dix jours calendrier à compter du jour de la demande d'avis transmise par le secrétariat permanent de la commission de concertation;

8° le profil professionnel, lorsque la section vise une qualification professionnelle.

9° un tableau de concordance précisant, sur avis conforme de la commission de concertation, les structures existantes qui devront obligatoirement être transformées au plus tard le 1<sup>er</sup> janvier de la seconde année civile qui suit la date d'approbation provisoire ou définitive du dossier pédagogique.

**Art. 9.** Si la section comporte plus de deux unités, l'une d'elles doit être constituée par une épreuve intégrée définie dans le règlement général des études.

**Art. 10.** Les finalités des sections sont exprimées en termes de capacités.

S'il échet, des finalités particulières peuvent se limiter à la référence à des exigences administratives ou réglementaires.

Les capacités sont exprimées, suivant le cas, en termes de savoirs, de savoir-faire et/ou de savoir-faire comportementaux.

**Art. 11.** Le dossier pédagogique d'une section est présenté sous la forme d'un document 8ter.

**Art. 12.** Les dispositions des articles 13, 14, 15, 16 et 17 concernent les dossiers des sections et unités de formation de l'enseignement de promotion sociale de régime 1, visés à l'article 136 du décret du 16 avril 1991 précité, pour lesquelles il n'existe pas encore de dossiers de référence approuvés par le gouvernement, sur avis conforme de la commission de concertation.

Les sections de l'enseignement supérieur comportant moins de 750 périodes d'activité d'enseignement, hormis les stages, ne peuvent être introduites que dès le moment où le réseau ou l'organisation représentative de pouvoirs organisateurs est en possession de l'avis favorable de la commission de concertation.

**Art. 13.** Chaque réseau d'enseignement ou organisation représentative de pouvoirs organisateurs adresse les dossiers pédagogiques à l'administration de l'enseignement de promotion sociale, qui enregistre le dépôt de ceux-ci à des dates qu'elle communique, après consultation des parties concernées, au plus tard le 30 juin pour l'année scolaire suivante. Le nombre minimum de dates de dépôt est fixé à 15.

Les dossiers sont transmis par l'administration au service d'inspection.

**Art. 14.** Les dossiers pédagogiques sont examinés par le service d'inspection de l'enseignement de promotion sociale.

L'administrateur pédagogique de l'enseignement de promotion sociale remet avis sur les dossiers pédagogiques. Il informe l'administration de sa décision. Tout avis défavorable est dûment motivé.

Cette décision peut être précédée d'une conciliation entre l'administrateur pédagogique ou son délégué et un délégué du réseau ou de l'organisation représentative de pouvoirs organisateurs qui a introduit le dossier concerné. Dans ce cas, l'administrateur pédagogique informe le réseau ou l'organisation représentative de pouvoirs organisateurs de la mise en conciliation dudit dossier.

**Art. 15.** Par délégation, le fonctionnaire général ayant l'enseignement de promotion sociale dans ses attributions approuve ou non les dossiers pédagogiques après avis de l'administrateur pédagogique.

La décision est communiquée par l'administration au réseau ou à l'organisation représentative de pouvoirs organisateurs concerné qui, en cas de refus, peut évoquer ladite décision à la commission de concertation. L'examen du dossier est alors inscrit à l'ordre du jour de cette commission.

Tout dossier pédagogique approuvé est communiqué au réseau ou à l'organisation représentative de pouvoirs organisateurs qui en fait la demande, et qui peut l'adopter s'il le souhaite.

Tout dossier pédagogique refusé peut être réintroduit après révision.

**Art. 16.** La durée de l'ensemble de la procédure hors conciliation décrite aux articles 13 à 15 ne peut excéder 35 jours calendrier. En cas de conciliation, cette durée est de 50 jours calendrier maximum.

**Art. 17.** Le titre délivré à l'issue d'études organisées sur la base d'un dossier pédagogique approuvé à titre provisoire ne peut être qu'un titre spécifique à l'enseignement de promotion sociale.

**Art. 18.** Les dispositions des articles 20 et 22 concernent les dossiers des sections et unités de formation de l'enseignement de promotion sociale de régime 1, visés aux articles 102, 105 et 137 du décret du 16 avril 1991 précité, dont les dossiers de référence sont approuvés par le gouvernement, sur avis conforme de la commission de concertation.

**Art. 19.** Lorsqu'un pouvoir organisateur ou un chef d'établissement, dans le cas de l'enseignement de la Communauté française, décide de programmer une section ou une unité de formation dont le dossier de référence a été approuvé par le Gouvernement, sur avis conforme de la commission de concertation, il adresse uniquement et en quatre exemplaires, via son réseau ou son organisation représentative de pouvoirs organisateurs, avant la date d'ouverture, à l'administration de l'enseignement de promotion sociale le document 8bis ou 8ter simplifié dûment complété. L'administration prend acte de cette décision et entérine le document simplifié.

Ce document est annexé au dossier pédagogique complet conservé au siège de l'établissement.

**Art. 20.** Lorsqu'un pouvoir organisateur ou un chef d'établissement, dans le cas de l'enseignement de la Communauté française, décide de programmer une section ou une unité de formation pour laquelle il n'existe pas de dossier pédagogique approuvé par le Gouvernement, sur avis conforme de la commission de concertation, mais pour laquelle il existe un dossier pédagogique approuvé à titre provisoire, pour le réseau ou l'organisation représentative de pouvoirs organisateurs auquel appartient l'établissement concerné, il adresse uniquement et en quatre exemplaires, via son réseau ou son organisation représentative de pouvoirs organisateurs, avant la date d'ouverture, à l'administration de l'enseignement de promotion sociale, le document 8 bis ou 8 ter simplifié dûment complété. L'administration prend acte de cette décision et entérine le document simplifié.

Ce document est annexé au dossier pédagogique complet conservé au siège de l'établissement.

**Art. 21.** Le pouvoir organisateur ou le chef d'établissement dans le cas de l'enseignement de la Communauté française est autorisé, dans les limites des dispositions légales et réglementaires, à ouvrir la section ou l'unité de formation considérée dès le moment où il est en possession du document 8bis ou 8ter simplifié entériné par l'administration.

**Art. 22.** Les délais mentionnés dans le présent arrêté sont suspendus durant les périodes prévues à l'article 1<sup>er</sup>, § 8, de l'arrêté royal du 15 janvier 1974 pris en application de l'article 160 de l'arrêté du 22 mars 1969 fixant le statut des membres du personnel directeur et enseignant, du personnel auxiliaire d'éducation, du personnel paramédical des établissements d'enseignement gardien, primaire, spécial, moyen, technique, artistique et normal de l'Etat, des internats dépendant de ces établissements et des membres du personnel du service d'inspection chargé de la surveillance de ces établissements, tel que modifié.

**Art. 23.** L'arrêté de l'exécutif de la Communauté française du 18 novembre 1991 relatif aux dossiers pédagogiques des sections et unités de formation de l'enseignement de promotion sociale de régime I est abrogé.

**Art. 24.** Le Ministre ayant l'enseignement de promotion sociale dans ses attributions est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Bruxelles, le 9 juillet 2004.

Par le Gouvernement de la Communauté française :

La Ministre de l'Enseignement supérieur, de l'Enseignement de promotion sociale et de la Recherche scientifique,  
Mme F. DUPUIS

---

VERTALING

MINISTERIE VAN DE FRANSE GEMEENSCHAP

N. 2004 — 4503

[2004/203347]

**9 JULI 2004. — Besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap  
betreffende de pedagogische dossiers van de opleidingsafdelingen en -eenheden van het onderwijs  
voor sociale promotie van stelsel 1**

De Regering van de Franse Gemeenschap,

Gelet op artikel 20 van de bijzondere wet van 8 augustus 1980 tot hervorming der instellingen;

Gelet op het decreet van de Raad van de Franse Gemeenschap van 16 april 1991 houdende organisatie van het onderwijs voor sociale promotie, inzonderheid op artikel 1, § 3, tweede lid, 1<sup>o</sup> en de artikelen 136 en 137;

Gelet op het advies van de Inspectie van Financiën, gegeven op 9 april 2004;

Gelet op de akkoordbevinding van de Minister van Begroting van 27 april 2004;

Gelet op het protocol van 29 april 2004 van het Sectorcomité IX en van het Comité voor provinciale en plaatselijke overheidsdiensten, afdeling II, in gezamenlijke vergadering;

Gelet op het advies nr. 37.086/2 van de Raad van State, gegeven op 28 mei 2004, met toepassing van artikel 84, § 1, eerste lid, 1<sup>o</sup> van de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973;

Besluit :

**Artikel 1.** Het pedagogisch dossier van een opleidingseenheid omvat, krachtens artikel 17 van het decreet van de Franse Gemeenschap van 16 april 1991 houdende organisatie van het onderwijs voor sociale promotie, de volgende elementen :

1<sup>o</sup> het minimaal lesrooster van de opleidingseenheid;

2<sup>o</sup> de minimale inhoud van de opleidingseenheid;

3<sup>o</sup> de kenmerken van de opleidingseenheid;

4<sup>o</sup> het autonoom gedeelte van het minimaal lesrooster van de opleidingseenheid.

**Art. 2.** § 1. Het minimaal lesrooster van een opleidingseenheid vertegenwoordigt de som van de lestijden gewijd aan :

1° het onderwijs van de minimale inhoud, met inbegrip van de verrichtingen inzake toelating, evaluatie van de verworven kennis en bekrachtiging van de studies;

2° het autonoom gedeelte.

De lestijden bedoeld in 1° en 2° worden de leraars en deskundigen toegewezen.

§ 2. De waarmeding van de opleidingseenheid is slechts op het minimaal lesrooster gebaseerd.

**Art. 3.** De minimale inhoud van een opleidingseenheid vertegenwoordigt het minimumprogramma, uitgedrukt in voldoende gedetailleerde doelstellingen of nauwkeurig vastgestelde voorwaarden voor de leergang(en) die de opleidingseenheid samenstelt(samenstellen).

Dit programma wordt zodanig opgemaakt dat de leerlingen tegen het einde van de opleidingseenheid, de eindbekwaamheden van de eenheid zou verwerven.

**Art. 4.** Het pedagogisch dossier van de opleidingseenheid omvat de volgende elementen :

1° de titel;

2° de algemene en bijzondere doeleinden;

3° de vereiste voorafgaande bekwaamheden;

4° de titel van de leergang(en) alsook zijn(hun) indeling in algemene vakken, technische vakken en beroepspraktijk, cursussen psychologie, pedagogiek en methodiek alsook het aantal lestijden die aan elk daarvan worden toebedeeld.

De titel van de leergang moet zodanig zijn dat door verwijzing naar zijn indeling het mogelijk is de coëfficiënt te bepalen die van toepassing is op de berekening van de aanpassing van de dotaties van lestijden;

5° de indeling van de eenheid, naargelang het geval :

- bij de doorstromings- of kwalificatieëenheden van het secundair onderwijs;

- volgens de graad van het secundair onderwijs;

- volgens de categorie van het hoger onderwijs, op eensluitend advies van de hoge raad voor het onderwijs voor sociale promotie voorafgaand aan de indiening van het dossier voor goedkeuring, naargelang het geval, door de Regering van de Franse Gemeenschap of door het bestuur van het onderwijs voor sociale promotie.

De Hoge Raad brengt een advies uit binnen de tien kalenderdagen te rekenen vanaf de dag van de aanvraag om advies die verstuurd wordt door het vast secretariaat van de overlegcommissie.

6° de mogelijke pedagogische of veiligheidsaanbevelingen met betrekking tot de samenstelling van groepen;

7° de eindbekwaamheden;

8° docent(en) : professor(s) en/of deskundige(n).

Gaat het om een deskundige dan is het nodig het profiel ervan nader te bepalen.

Wanneer voorzien wordt een professor of een deskundige aan te werven, is het aan te bevelen dat het profiel van de professor die zou worden aangeworven, overeenstemt met het profiel bepaald in het pedagogisch dossier.

9° gaat het om een opleidingseenheid "geïntegreerde proef", dan wordt, in voorkomend geval, de maximale termijn tussen de uitreiking van getuigschriften en de in aanmerking komende deelname aan de geïntegreerde proef, vermeld.

10° wanneer de opleidingseenheid onderwijsactiviteiten omvat zoals bedoeld in artikel 2, 4°, d, van het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 20 juli 1993 houdende algemene studieregeling van het hoger onderwijs voor sociale promotie van het korte type en van stelsel 1, wordt het aantal lestijden van deze activiteiten die in aanmerking komen voor de uitreiking van bekwaamheidsbewijzen, bepaald.

**Art. 5.** § 1. Het autonoom gedeelte van het minimaal lesrooster van de opleidingseenheid vertegenwoordigt het aantal lestijden dat de inrichting gebruikt, in voorkomend geval, inzonderheid :

1° om aan specifieke benaderingen of behoeften tegemoet te komen;

2° om de opleidingseenheid voorlopig aan de onmiddellijke evoluties aan te passen;

3° om bij te dragen tot de dekking van de minimale inhoud van de opleidingseenheid;

§ 2. De opleidingseenheden "geïntegreerde proef", bedoeld in het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 20 juli 1993 houdende algemene studieregeling van het secundair onderwijs voor sociale promotie van stelsel 1 of in het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 20 juli 1993 houdende algemene studieregeling van het hoger onderwijs voor sociale promotie van het korte type en van stelsel 1, omvatten geen autonoom gedeelte.

Geen enkele toelatingsproef wordt vereist bij de toelating tot deze opleidingseenheden.

§ 3. De opleidingseenheden die aan de stages gewijd worden, omvatten geen autonoom gedeelte.

**Art. 6.** De finaliteiten en doelstellingen van de opleidingseenheden worden in bekwaamheid uitgedrukt.

De bekwaamheden worden uitgedrukt, naargelang het geval, in kundigheden, vaardigheden en/of gedragsvaardigheden.

Na vaststelling van de voorafgaande vereiste bekwaamheid wordt de mogelijkheid gegeven om te bepalen dat sommige studiebewijzen ze kunnen vervangen.

De bijzondere doeleinden en de voorafgaande vereiste bekwaamheid kunnen in voorkomend geval zich beperken tot de verwijzing naar de administratieve of reglementaire vereisten.

**Art. 7.** Het pedagogisch dossier van een opleidingseenheid wordt voorgesteld in de vorm van een document *8bis* of *8bis-stage/geïntegreerde proef/afwisseling/oriëntatie-begeleiding/beroepsgerichte opleidingsactiviteiten* of *opleiding/pedagogische en technische expertise*.

**Art. 8.** Het pedagogisch dossier van een afdeling omvat de volgende elementen :

1° de titel;

2° de algemene en bijzondere doeleinden;

3° de opsomming van de opleidingseenheden waaruit de afdeling bestaat;

4° de opsomming van de bepalende eenheden bedoeld in artikel 2, 11° van de bovenvermelde besluiten van de Regering van de Franse Gemeenschap van 20 juli 1993;

5° het bekwaamheidsbewijs uitgereikt op het einde van de afdeling. Dit bewijs beoogt, in voorkomend geval, één of meer beroepsprofiel(en).

6° de aanbevelingen inzake de wijze van kapitalisatie van de attesten voor de verschillende opleidingseenheden waaruit de afdeling bestaat en de verbindingen tussen die;

7° de indeling van de afdeling, naargelang het geval :

- volgens de graad van het secundair onderwijs;

- volgens de categorie van het hoger onderwijs, op eensluitend advies van de hoge raad voor het onderwijs voor sociale promotie, voorafgaand aan de indiening van het dossier voor goedkeuring, naargelang het geval, door de Regering van de Franse Gemeenschap of door het bestuur van het onderwijs voor sociale promotie.

De hoge raad brengt zijn advies uit binnen 10 kalenderdagen te rekenen vanaf de dag van de aanvraag om advies, ingediend door het vast secretariaat van de overlegcommissie;

8° het beroepsprofiel, wanneer de afdeling een beroepskwalificatie beoogt;

9° een overeenstemmingstabel die, op eensluitend advies van de overlegcommissie, de bestaande structuren bepaalt die verplicht uiterlijk op 1 januari van het tweede kalenderjaar volgend op de datum van voorlopige of definitieve goedkeuring van het pedagogisch dossier, zullen moeten worden gewijzigd.

**Art. 9.** Indien de afdeling meer dan twee eenheden omvat, moet één ervan bestaan in een geïntegreerde proef die in het algemeen studiereglement wordt omschreven.

**Art. 10.** De doeleinden van de afdelingen worden in bekwaamheden uitgedrukt.

De bijzondere doeleinden kunnen, in voorkomend geval, zich beperken tot de verwijzing naar de administratieve of reglementaire vereisten.

De bekwaamheden worden uitgedrukt, naargelang het geval, in kundigheden, vaardigheden en/of gedragsvaardigheden.

**Art. 11.** Het pedagogisch dossier van een afdeling wordt voorgesteld in de vorm van een document 8ter.

**Art. 12.** De bepalingen van de artikelen 13, 14, 15, 16 en 17 betreffen de dossiers van de opleidingsafdelingen en -eenheden van het onderwijs voor sociale promotie van stelsel 1, bedoeld in artikel 136 van het voornoemde decreet van 16 april 1991 waarvoor nog geen door de Executieve goedgekeurd referentiedossier bestaat, na eensluitend advies van de overlegcommissie.

De afdelingen van het hoger onderwijs met minder dan 750 lestijden van onderwijsactiviteit, behoudens de stages, kunnen slechts worden ingediend wanneer het net of de representatieve organisatie van de inrichtende machten in het bezit is van het gunstig advies van de overlegcommissie.

**Art. 13.** Elk onderwijsnet of elke representatieve organisatie van de inrichtende machten stuurt de pedagogische dossiers naar het bestuur van het onderwijs voor sociale promotie dat de indiening ervan op de data registreert die zij meedeelt, na raadpleging van de betrokken partijen, uiterlijk op 30 juni voor het volgende schooljaar. Het minimale aantal data van indiening wordt vastgesteld op 15.

De dossiers worden door het bestuur naar de inspectiedienst verstuurd.

**Art. 14.** De pedagogische dossiers worden door de inspectiedienst van het onderwijs voor sociale promotie onderzocht.

De pedagogisch bestuurder van het onderwijs voor sociale promotie brengt een advies uit over de pedagogische dossiers. Hij licht het bestuur in over zijn beslissing. Elk ongunstig advies wordt met redenen omkleed.

Aan deze beslissing kan een verzoening voorafgaan tussen de pedagogisch bestuurder of zijn afgevaardigde en een afgevaardigde van het net of van de representatieve organisatie van de inrichtende machten die het betrokken dossier heeft ingediend. In dit geval licht de pedagogisch bestuurder het net of de representatieve organisatie van de inrichtende machten in over de bemiddeling van dit dossier.

**Art. 15.** De ambtenaar-generaal tot wiens bevoegdheid het onderwijs voor sociale promotie behoort, keurt al dan niet, per delegatie, de pedagogische dossiers goed na het advies van de pedagogisch bestuurder te hebben ingewonnen.

De beslissing wordt door het bestuur aan het net of aan de representatieve organisatie van de inrichtende machten meegedeeld die, ingeval van weigering, de betrokken beslissing aan de overlegcommissie kan vermelden. Het onderzoek van het dossier wordt dan op de agenda van deze commissie geplaatst.

Elk goedgekeurd pedagogisch dossier wordt aan het net of aan de representatieve organisatie van de inrichtende machten meegedeeld dat/die erom verzoekt, en dat/die het kan aannemen indien het gewenst is.

Elk geweigerd dossier kan opnieuw worden ingediend na herziening.

**Art. 16.** De duur van het geheel van de procedure buiten verzoening, omschreven in de artikelen 13 en 15, kan niet 35 kalenderdagen overschrijden. Ingeval van verzoening wordt deze duur hoogstens op 50 kalenderdagen vastgesteld.

**Art. 17.** Het bekwaamheidsbewijs dat uitgereikt wordt na de studies georganiseerd op basis van een voorlopig goedgekeurd pedagogisch dossier kan slechts een bekwaamheidsbewijs zijn dat specifiek is voor het onderwijs voor sociale promotie.

**Art. 18.** De bepalingen van de artikelen 20 en 22 betreffen de dossiers van de opleidingsafdelingen en -eenheden van het onderwijs voor sociale promotie van stelsel 1, bedoeld in de artikelen 102, 105 en 137 van het voornoemde decreet van 16 april 1991, waarvan de referentiedossiers door de Regering, na eensluidend advies van de overlegcommissie, worden goedgekeurd.

**Art. 19.** Wanneer een inrichtende macht of een inrichtingshoofd, in het geval van het onderwijs van de Franse Gemeenschap, beslist een afdeling of een opleidingseenheid te programmeren waarvan het referentiedossier, op eensluidend advies van de overlegcommissie, door de Regering werd goedgekeurd, stuurt hij slechts en in vier exemplaren, door bemiddeling van zijn net of zijn representatieve organisatie van de inrichtende machten, vóór de openingsdatum, aan het bestuur van het onderwijs voor sociale promotie het vereenvoudigde document 8bis of 8ter dat behoorlijk wordt ingevuld. Het bestuur neemt akte van deze beslissing en bekrachtigt het vereenvoudigde document.

Dit document wordt gevoegd bij het volledig pedagogisch dossier dat ten zetel van de inrichting wordt bewaard.

**Art. 20.** Wanneer een inrichtende macht of een inrichtingshoofd, in het geval van het onderwijs van de Franse Gemeenschap, beslist een afdeling of een opleidingseenheid te programmeren waarvoor er geen pedagogisch dossier bestaat dat goedgekeurd wordt door de Regering, op eensluidend advies van de overlegcommissie, maar waarvoor er een pedagogisch dossier bestaat dat voorlopig wordt goedgekeurd, voor het net of de representatieve organisatie van de inrichtende machten waartoe de betrokken inrichting behoort, stuurt hij slechts en in vier exemplaren door bemiddeling van zijn net of zijn representatieve organisatie van de inrichtende machten, vóór de openingsdatum, aan het bestuur van het onderwijs voor sociale promotie, het vereenvoudigde document 8 bis of 8 ter dat behoorlijk wordt ingevuld. Het bestuur neemt akte van deze beslissing en bekrachtigt het vereenvoudigde document.

Dit document wordt gevoegd bij het volledig pedagogisch dossier dat ten zetel van de inrichting wordt bewaard.

**Art. 21.** De inrichtende macht of het inrichtingshoofd in het geval van het onderwijs van de Franse Gemeenschap wordt binnen de perken van de wettelijke en reglementaire bepalingen toegelaten de bepaalde afdeling of de opleidingseenheid te openen vanaf het ogenblik dat hij in het bezit is van het vereenvoudigde document 8bis of 8ter dat door het bestuur bekrachtigd wordt.

**Art. 22.** De termijnen vermeld in dit besluit worden geschorst tijdens de periodes bepaald in artikel 1, § 8, van het koninklijk besluit van 15 januari 1974 genomen met toepassing van artikel 160 van het besluit van 22 maart 1969 tot vaststelling van het statuut van de leden van het bestuurs- en onderwijzend personeel, van het opvoedend hulppersoneel, van het paramedisch personeel der inrichtingen voor kleuter-, lager, buitengewoon, middelbaar, technisch, kunst- en normaalonderwijs van de Staat, alsmede der internaten die van deze inrichtingen afhangen en van de leden van de inspectiedienst die belast is met het toezicht op deze inrichtingen, zoals gewijzigd.

**Art. 23.** Het besluit van de Executieve van de Franse Gemeenschap van 18 november 1991 betreffende de pedagogische dossiers van de opleidingsafdelingen en opleidingseenheden in het onderwijs voor sociale promotie van stelsel 1 wordt opgeheven.

**Art. 24.** De Minister tot wier bevoegdheid het onderwijs voor sociale promotie behoort, wordt belast met de uitvoering van dit besluit.

Brussel, 9 juli 2004.

Vanwege de Regering van de Franse Gemeenschap,

De Minister van Hoger Onderwijs, Onderwijs voor sociale promotie en Wetenschappelijk Onderzoek,  
Mme F. DUPUIS